

Discours

Conseil national de l'UMP - Vendredi 28 novembre 2003

Conseil national UMP
28 novembre 2003
Parc des Expositions de Villepinte

Monsieur le Premier ministre et chers amis,

Depuis plusieurs mois, nous préparons les élections cantonales et régionales de 2004.

En ce qui concerne les cantonales, la désignation des candidats relève de nos fédérations départementales. Les informations qui remontent au siège de l'UMP sont satisfaisantes. La volonté d'union qui est la nôtre semble l'emporter dans la quasi-totalité des départements.

Ces élections cantonales seront bien meilleures que celles qui se sont déroulées, rappelez-vous, il y a six ans, à cause d'un vendredi d'élection dans les Régions, nous avons, le dimanche suivant, perdu de nombreux cantons, 400 cantons dans le pays. Nous avons l'intention de les regagner largement. La Commission des investitures a beaucoup travaillé, auditionné, écouté, en liaison avec les Présidents de nos Régions afin de préparer ces élections. Le 30 septembre dernier, le Bureau politique de l'UMP a approuvé la désignation des chefs de file aux élections régionales, ici présents, ainsi que de 95 chefs de file départementaux.

Depuis plusieurs mois également, notre Président, l'UMP, a proposé à François BAYROU et à ses amis de se présenter ensemble, face à nos adversaires de gauche, pour ces élections. Par deux fois, nous avons formulé par écrit nos propositions d'union, qui étaient bien évidemment une base de discussion possible. Aucune réponse n'est venue. Il est paradoxal de constater que François BAYROU, qui se plaint souvent de ne pas être écouté et reçu par le Gouvernement, ne daigne pas répondre à la formation politique qui compose l'essentiel du Gouvernement de la République.

Visiblement, François BAYROU veut faire cavalier seul, à notre avis, il se trompe. Sans doute, pense-t-il que les difficultés économiques du pays, qui compliquent à l'évidence la gestion du Gouvernement, lui profiteront, à lui et à ses amis. Sans doute, pense-t-il, qu'il peut y avoir des vases communicants à cause de cette situation. Nous, nous ne le pensons pas. Car dans la Vème République et depuis l'élection du Président de la République au Suffrage universel, nous sommes bloc contre bloc. Alors, il m'étonnerait beaucoup que celles et ceux qui nous soutiennent en France, qui ont fait l'élection du Président de la République et qui nous ont donné une majorité, veuillent aller choisir entre le bon grain et l'ivraie.

François BAYROU devrait peut-être se souvenir d'explications que quelques-uns d'entre-nous ont souvent entendues de la part de Jean LECANUET. Combien de fois avons-nous regardé dans le rétroviseur cette situation ? Au lendemain de la Libération, le mouvement républicain populaire était quelque chose de très puissant, de très fort et de très intéressant. Il n'a pas survécu à ses élus et à ses militants, parce qu'ils voulaient toujours lui faire prendre des positions sur la gauche alors que leurs électeurs étaient de droite.

Nous sommes et représentons la droite républicaine et le centre. C'est elle, c'est notre union qui nous a permis de faciliter l'élection de Jacques Chirac. C'est parce que nous étions réunis, soudés et ensemble.

Certains avaient imaginé qu'ils pourraient nous faire chanter entre les deux tours. Les mêmes pensaient aussi qu'ils pourraient nous faire chanter lors de la constitution d'une majorité à l'Assemblée nationale. Ils ne l'ont pas pu.

Monsieur le Premier ministre, vous avez de la chance, vous avez un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, dirigé par deux hommes, Jacques BARROT et Bernard ACOYER, à qui va notre reconnaissance totale et absolue. On nous disait que groupe de 364 députés ne tiendrait pas quelques mois. Il est vrai que quand on sait que chaque député est par nature une vedette, il est très

difficile de les organiser tous les 364.

Et bien, force est de constater, Monsieur le Premier ministre, que vous n'avez pas de difficultés à l'Assemblée nationale, que vous avez un groupe soudé, majoritaire, qui vous soutient, qui vous considère et qui vous aime, parce que vous êtes courageux. Parce que vous faites simplement la politique pour laquelle vous avez été élu. Il n'y a que les observateurs pour s'interroger là-dessus.

Les Françaises et les Français, qui nous ont portés, ou les députés à l'Assemblée nationale qui nous confortent nous à la Haute assemblée et qui soutiennent le Gouvernement, c'est cela qu'ils voulaient, c'est cette politique, celle que vous faites, même si elle est rendue plus difficile par la conjoncture économique et par toutes les bombes à retardement que les autres sont laissés. Voilà la vérité.

Alors, quelle est la critique que l'on nous adresse ? : " Ils voulaient faire un parti unique !". Nous savons bien que ce n'est pas possible dans notre République. " Ils voulaient faire un parti hégémonique ! ". Nous avons voulu faire avant l'élection de Jacques Chirac une force de rassemblement. Nous avons voulu faire après, encore, une force de rassemblement afin d'avoir une majorité à l'Assemblée nationale, la même majorité. Vous l'avez également à la Haute assemblée, où, là encore, l'Histoire nous avait divisé en plusieurs groupes politiques. Nous nous sommes rassemblés et nous sommes très heureux de l'être et de vous soutenir, vous et vos ministres, pour lesquels nous avons estime, considération, amitié. Nous savons que c'est difficile pour eux également.

Alors, Monsieur BAYROU et ses amis, nous sommes disponibles pour discuter et pour nous présenter ensemble, mais si vous ne voulez pas, nous le ferons tous seuls et nous allons nous organiser pour y aller.

Là encore, il ne faut pas tenir en politique un discours et son contraire. On ne peut pas dire entre les deux tours de la Présidentielle, à grand tapage de meetings : " On est contre l'extrême droite, on est contre le Front national !"

Faut-il leur rappeler que le 21 avril, dans neuf Régions de France, le Front national est arrivé le premier et que nous ne voulons pas de cela, que notre politique est l'anti-thèse de celles de Monsieur Le Pen.

Alors, on ne peut pas dire, sur des tréteaux, avec l'intelligentsia parisienne, venue justement en province pour donner des leçons aux provinciaux, sur ce qu'il convient de faire. Nous le savons ce qu'il faut faire, et eux feraient bien de réfléchir à la façon dont ils veulent aborder les élections, au lieu de nous dire un peu avec mépris et condescendance, suite à la lettre que nous leur avons envoyée, qu'ils nous renvoient au second tour. On verra, car nous ne sommes pas encore disposés à faire d'alliance dans les Régions au second tour.

Voilà, je crois que j'ai dit l'essentiel sur le travail de la Commission d'investiture que je dirige avec Bernard ACOYER et Georges TRONC. En attendant, il va falloir se bouger. Il va falloir gagner.

Nous avons les relais qu'il faut. Nous avons des parlementaires de qualité, nous avons des élus en grand nombre. Ensemble, nous allons y aller, avec en plus, monsieur le Premier ministre, la chance que dans notre camp, avec nous, il y a l'image, la personnalité du Président de la République, pour qui aussi nous avons, estime, amitié et reconnaissance.

En avant !